

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

**2025-021 – ACCORD-CADRE
CONTROLE TECHNIQUE DE LA CONSTRUCTION -
COORDINATION SPS**

**LOT N°2 :
COORDINATION SPS NIVEAU 2 ET 3**

Marché public de service à procédure formalisée,
passé en application des articles L.2124-1, R.2124-
1, L.2124-2, R.2124-2 1° et l'article L.2125-1 1° du
Code de la Commande Publique.

Sommaire

Article 1. Objet de l'accord cadre et des prestations du Lot 02.....	3
Article 2. Référentiel d'Intervention	3
2.1 Maîtrise d'ouvrage	3
2.2 Autres acteurs	3
2.3 Lieux d'exécution des prestations	4
2.4 Patrimoine concerné.....	4
2.5 Types et catégorie ERP	5
2.6 Textes de référence.....	5
2.7 Catégories des opérations concernées	5
Article 3. Missions confiées au Titulaire	6
3.1 Généralités.....	6
3.2 Champs d'intervention technique	6
Article 4. Modalités d'exécution générale des prestations	7
4.1 Conditions d'intervention	7
4.2 Information du maître d'ouvrage.....	8
4.3 Engagement du Titulaire.....	8
4.4 Compétences requises	9
4.5 Substitution	9
Article 5. Modalités d'intervention	9
5.1 Autorité du coordonnateur SPS	9
5.2 Moyens donnés au coordonnateur SPS.....	11
5.3 Modalités de présence	12
Article 6. Descriptions des prestations	12
6.1 Principes généraux	12
6.2 Livrables	12
6.3 Détail des prestations.....	13
6.4 Mission de conseil ponctuel	17
Article 7. Annexes	17

Article 1. Objet de l'accord cadre et des prestations du Lot 02

Le présent accord-cadre porte sur des prestations intellectuelles de contrôle technique de la construction (CTC) et de coordination de sécurité et protection de la santé (CSPS), à réaliser sur les sites de l'Université de Paris Nanterre.

Ce CCTP détaille les clauses techniques particulières des prestations à réaliser au titre du **lot 02 : coordination en matière de sécurité et de protection santé (CSPS) de niveau 2 et 3.**

Les prescriptions administratives propre au marché sont détaillées dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à l'ensemble des lots relevant de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à exécuter le ou les prestations telles qu'elles sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (« CCTP »), selon les règles de l'art et la réglementation en vigueur, et dans le respect des clauses administratives applicables.

Article 2. Référentiel d'Intervention

2.1 Maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est l'Université de Paris Nanterre - 200 Av. de la République, 92000 Nanterre.

Dans le cadre de ce marché, la maîtrise d'ouvrage est représentée par la Direction du Patrimoine en charge de l'exploitation du site. Elle est composée de 2 services qui pourront chacun mobiliser le Titulaire dans leur **domaine de compétences spécialisées** :

- Pôle maîtrise d'ouvrage ;
- Service Exploitation maintenance.

Un interlocuteur référent technique de la Direction du Patrimoine sera désigné pour chaque projet.

2.2 Autres acteurs

Le Titulaire accepte au titre de sa mission de travailler en parfaite collaboration avec les autres intervenants dans l'acte de réhabilitation, de rénovation ou de construction, ou dans l'exploitation des équipements (maître d'œuvre, assistant à maître d'ouvrage, bureau d'études, coordonnateur SPS, entreprises...). Le Titulaire sera habilité et souverain à solliciter de ces acteurs tout document, tout essai pouvant éclairer ses décisions et faciliter la mission de contrôle technique.

D'autres Directions de l'Université pourront être amenée à intervenir dans le cadre des projets ou des travaux : Direction des ressources informatiques (DRI), Direction de la Sûreté et de la Sécurité (DSSI), Direction de la logistique (DALOE) etc. Ces derniers acteurs seront coordonnés par la Direction du Patrimoine qui sera le seul interlocuteur habilité à piloter l'accord-cadre.

2.3 Lieux d'exécution des prestations

Les prestations concernent des opérations de réhabilitation ou de rénovation ou de construction neuve pour l'ensemble du patrimoine immobilier de l'Université de Paris Nanterre.

Les prestations ont lieu sur les sites de :

- Université Paris-Nanterre : 200 avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex
- IUT campus de Ville d'Avray : 50 rue de Sèvres, 92410 Ville D'Avray
- IUT campus de Saint-Cloud : 11 Avenue Pozzo-di-Borgo 92210 Saint Cloud

2.4 Patrimoine concerné

La faculté des lettres et sciences humaines de Nanterre fut instituée au début des années 1960 dans le but de désengorger la Sorbonne, alors confrontée à une surcharge croissante. Devenue Université Paris X en 1970, l'université proposait quatre sections : lettres classiques et modernes, langues vivantes, histoire et géographie, philosophie et sciences humaines. Grâce à l'ouverture des facultés de droit et d'économie, l'institution a vu son nombre d'étudiants dépasser les 20 000 à la fin des années 1960.

Aujourd'hui, l'UPN s'affirme comme une institution universitaire de premier plan en Île-de-France, en accueillant plus de 35 000 étudiants. L'Université Paris Nanterre dispense un large éventail de formations allant de la licence au doctorat, elle propose 90 parcours en Licence et BUT, plus de 180 parcours en Master, et plus de 100 parcours en apprentissage. L'Université Paris Nanterre s'est toujours engagée dans l'innovation, et a affirmé son rôle social en soutenant la promotion sociale de ses étudiants et en offrant une analyse critique de la société et de ses évolutions. Elle est située dans un secteur en pleine dynamique de transformation à l'ouest de Paris. Les formations sont réparties sur trois sites dans les Hauts-de-Seine : le campus principal de Nanterre, le site de Ville-d'Avray et le site de Saint-Cloud.

Avec ses 43 unités de recherche, dont 13 unités mixtes de recherche CNRS, les six écoles doctorales regroupant 1 300 doctorantes et doctorants, ainsi que deux Écoles Universitaires de Recherche (EUR), Artec et HED, et deux Laboratoires d'Excellence (Labex), l'UPN se distingue par son engagement en recherche de haut niveau et en formation continue.

Le campus de Nanterre se distingue par ses infrastructures exceptionnelles dédiées aux activités sportives, culturelles et scientifiques. Il abrite des institutions prestigieuses telles que La Contemporaine, une bibliothèque, des archives et un musée des mondes contemporains, ainsi que la Maison des Sciences de l'Homme-Mondes et le théâtre Bernard-Marie Koltès. Le campus comprend également une Maison de l'Étudiant.e, plus de 80 associations étudiantes, ainsi que des infrastructures sportives remarquables offrant plus de 50 activités sportives. Le patrimoine construit de l'Université traduit cette histoire riche et remarquable, architecturalement ancrée dans l'histoire de la deuxième partie du XXème siècle.

Le site principal de Nanterre s'étend sur 28,7 ha et regroupe 25 des 36 bâtiments de l'Université.

Les plans des sites sont joints en annexe 2 à 4.

2.5 Types et catégorie ERP

Le patrimoine de l'université comprend des ERP de catégories et de type variés (L, N, R, S, T, W, Y...), ainsi que des locaux Code du travail. Ils sont recensés à l'annexe 4 du présent CCTP.

2.6 Textes de référence

Le coordonnateur SPS exécutera sa mission en application de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicable aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et de ses textes d'application, applicables aux marchés publics de coordination SPS et complétées par les dispositions du présent CCTP.

Il est rappelé que le coordonnateur SPS soumis à l'ensemble des dispositions législatives, réglementaires et normatives applicables aux missions qui lui sont confiées., et notamment :

- Dans la partie législative, les articles du Livre V « Prévention des risques liés à certaines activités ou opérations », Livre VI « Institutions et organismes de prévention » et livre VII « Contrôle » ;
- Dans la partie réglementaire, les articles du Livre III « Equipements de travail et moyens de protection », Livre V "Prévention des risques liés à certaines activités ou opérations" et Livre VII « Contrôle ».
- Et concernant les conditions et modalités d'exercice, les compétences du coordonnateur sont définies aux articles R. 4532-11 à R. 4532-37 du Code du Travail.

2.7 Catégories des opérations concernées

La coordination de sécurité est organisée en fonction de 3 catégories d'opérations (article R. 4532-1), définissant le niveau de coordination exigé.

- **Catégorie 1** : opérations soumises à l'obligation de constituer un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (opérations de plus de 10 000 hommes x jour, soit plus de 80 000 h ou environ 4 M €, avec au moins 10 entreprises pour les opérations de bâtiment ou 5 entreprises pour les opérations de génie civil (pour mémoire) ;
- **Catégorie 2** : opérations soumises à l'obligation de déclaration préalable prévue à l'article L. 4532-1 ne relevant pas de la première catégorie (opérations de plus de 500 hommes x jour, soit 4 000 h ou environ 300 000 €, ou chantier de 30 jours avec un effectif en pointe supérieur à 20 salariés) ;
- **Catégorie 3** : opérations soumises à l'obligation d'établir un plan général de coordination simplifié en application des articles R. 4532-52 et R. 4532-54 et autres opérations ne relevant pas des première et deuxième catégories (dont opération nécessitant l'exécution de travaux inscrits sur une liste (établie par arrêté) de travaux comportant des risques particuliers (voir annexe de la Directive 92-57 CEE du 24 juin 1992)).

Le présent accord cadre portent uniquement sur des opérations relevant des catégories 2 et 3. Les compétences requises du coordonnateur SPS pour l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre, conformément aux dispositions des articles R4532-1, et R4532-23 et R4532-24 du Code du Travail, sont donc de niveau 2 et 3.

Toute modification législative ou réglementaire relative au Code du Travail lors des opérations de bâtiment devra être prise en compte par le Titulaire qui adaptera en conséquence le contenu de sa mission. Les prestations induites par ces modifications sont réputées couvertes

par le prix global et forfaitaire du présent marché sauf à ce que lesdites modifications en bouleversent véritablement l'économie.

Le Titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, relatives aux opérations de construction publique. La liste présentée ci-dessus n'a pas de caractère d'exhaustivité.

Article 3. Missions confiées au Titulaire

3.1 Généralités

L'Université Paris Nanterre, pilote des études de programmation, des appels d'offre, des études de conception, jusqu'à la réalisation de l'ouvrage suivie de phase d'exploitation et de maintenance. La mission confiée au Titulaire s'intègre dans la démarche de conduite d'opération du Maître d'ouvrage, les obligations et objectifs fixés aux articles R.4532-4 à R4532-10.

La mission du coordonnateur sera conforme à celle décrite aux sections 3 à 7 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des intervenants à l'acte de construire.

3.2 Champs d'intervention technique

L'ensemble des missions s'applique au champ suivant, dès qu'il y a deux entités en présence, (y compris entreprises sous-traitantes et travailleurs indépendants) et un risque particulier au sens de l'arrêté du 2 février 2003, conformément au Code du travail :

➤ **L'équipement et le bâtiment:**

- Les travaux de démolition ;
- Les ouvrages de viabilité de l'équipement (terrassement, réseaux divers et voiries y compris des couches d'usure de chaussées et des voies piétonnières) ;
- Les ouvrages d'infrastructure et superstructure de l'équipement ;
- Les ouvrages de clos et couvert de l'équipement ;
- Les éléments de l'équipement indissociablement liés ou non aux ouvrages énumérés ci-dessus (ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques, portes motorisées, chauffage, conditionnement d'air, ventilation mécanique contrôlée, plomberie, réseau d'alimentation en eau, réseau d'évacuation, fluides spéciaux, traitements hydrauliques spéciaux, installations électriques, portiers électroniques, contrôles d'accès, antennes collectives, éclairages normaux, éclairage de secours, etc.) ;
- Les travaux d'entretien et de rénovation qualifiés de « structurants » (lettre DRT du 3 octobre 1995) ;
- Les travaux portant sur des immeubles par nature ou par destination ;
- Les ouvrages provisoires de chantier ;
- Les ouvrages sportifs intérieurs
- Les travaux dans les piscines ;

➤ **Le génie civil :**

- Certains ouvrages provisoires liés aux travaux, et particulièrement ceux destinés aux usagers de l'université et aux piétons : rampes, plateformes...
- Les travaux sur l'espace public (en zone urbaine dense)
- Les travaux sur ouvrages linéaires d'assainissement, stations de pompage et de relevage, chambres de vannes ;
- Les travaux sur la chaussée ;
- Les ouvrages sportifs extérieurs ;
- Les travaux sur les réseaux d'eau : distribution, assainissement ;
- Les travaux de voirie et de réseaux divers ;
- Les travaux d'entretien et de rénovation qualifiés de « lourds » et pour lesquels des risques de coactivité nécessitent un projet finalisé.

Les travaux de bâtiment visés peuvent être réalisés avec ou sans permis de construire, avec ou sans maître d'œuvre privé. Les travaux conduits par le pôle exploitation peuvent également comprendre ou non une action de bâtiment, avec ou sans maître d'œuvre privé.

Tous les moyens et modalités décrits dans le présent document ou tous les documents qui y sont cités ne sont que des moyens minimaux nécessaires au Titulaire pour satisfaire à ses obligations. Le respect de ces moyens ne peut suffire au Titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière.

Le Titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à ces champs d'intervention.

Article 4. Modalités d'exécution générale des prestations

Avertissement : *Les nuisances acoustiques sont incompatibles avec l'usage de transmission des locaux ce qui induit une dissociation des activités de travaux avec les activités universitaires. L'université réalise la plupart des travaux importants pendant les vacances universitaires et notamment pendant la période estivale. Des travaux peuvent également se réaliser en site occupé.*

Le Titulaire s'engage à pouvoir assumer une présence continue et garantir la parfaite exécution d'à minima 2 missions conduites en parallèle durant la période estivale universitaire (soit sur les mois de juillet et août).

4.1 Conditions d'intervention

Le coordonnateur SPS intervient, pendant la conception, la réalisation de l'ouvrage et jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement.

Pour chaque opération, le Titulaire doit, dans l'exécution des missions ci-après définies, tenir compte des contraintes propres au chantier à réaliser en milieu occupé ou libre. Les travaux impliqueront en effet une méthodologie de travail et des contraintes techniques particulières en fonction de l'occupation du chantier.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- Le coordonnateur SPS devra solliciter auprès du Maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, des entreprises, les documents qu'il juge nécessaire pour mener à bien ses missions dès réception d'un ordre de service et/ou d'un bon de commande.

- En cours d'étude ou de réalisation, le coordonnateur n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de les demander directement à l'émetteur des documents, d'en informer la Maîtrise d'œuvre et d'alerter le Maître d'Ouvrage si la demande n'a pas été suivie d'effet ;
- Il est explicitement spécifié que le Titulaire disposera d'une grande autonomie dans l'exécution de ses missions, autonomie qui ne doit pas se traduire par une certaine distance du Titulaire vis-à-vis des protagonistes de l'opération (maîtrise d'œuvre et entreprises notamment...), ou par des actions autonomes ;
- Ainsi, pendant toute la durée des études de conception, il provoquera des réunions avec la maîtrise d'œuvre autant que de besoin pour éclairer et fiabiliser sa mission, mais aussi viser à commenter ses observations et à faire en sorte qu'elles puissent être intégrées dès que possible ;
- Il participera aux réunions de travail et aux réunions de chantier ;
- Le coordonnateur SPS vérifiera la prise en compte de ses remarques sur site à l'issue du délai qu'il a fixé pour les corrections et ajustement qu'il aura prescrits.
- Le coordonnateur SPS sera en particulier tenu de conseiller et d'alerter le maître de l'ouvrage sur l'ensemble des missions faisant parties du présent marché, que ce conseil soit de son fait ou demandé par le maître de l'ouvrage.

Si le coordonnateur SPS n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, n'obtient pas satisfaction dans ses demandes, il est tenu de le signaler par écrit dans un délai maximum de **5 jours** ouvrés au Pouvoir Adjudicateur, **le jour même en cas d'urgence avérée**.

Les travaux se dérouleront à l'intérieur du campus et à proximité de bâtiment d'enseignement, de recherche et de restauration. A ce titre, le coordinateur devra tenir compte des interférences avec les activités d'exploitation et d'enseignement maintenues sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté l'opération.

4.2 Information du maître d'ouvrage

Le Pouvoir Adjudicateur du présent marché prendra les dispositions nécessaires pour informer, dès l'origine, les autres intervenants sur l'opération de l'existence du présent contrat.

Les opérations de travaux sont habituellement pilotées par une maîtrise d'œuvre externe. Toutefois le Titulaire pourra être amenés à travailler ponctuelle avec les équipes d'ingénierie interne de l'université, notamment pour du GER.

Les productions seront transmises par mail, sur la boîte mail du référent de la Direction du Patrimoine qui aura été désigné au Titulaire en début d'opération conformément aux dispositions du CCAP, ainsi qu'aux autres intervenants concernés (maître d'œuvre et entreprises).

4.3 Engagement du Titulaire

Le Titulaire s'engage à répondre à ses obligations contractuelles à compter de la notification du présent accord-cadre et lors de la réception de chaque ordre de service et/ou bon de commande de prestations qui lui est adressé. Les conditions spécifiques propres à chaque prestation sont précisées conformément aux dispositions prévues dans le CCAP. Le Titulaire organise les réunions nécessaires au lancement des prestations.

Le Titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour la bonne réalisation des prestations.

Les pièces soumises au Titulaire pourront être sur support papier ou dématérialisées. Le Titulaire s'engage à traiter les documents dématérialisés.

Le Titulaire s'engage à respecter l'activité universitaire.

4.4 Compétences requises

La mission de coordination SPS sera confiée à une personne physique compétente ou une personne morale qui peut affecter à la fonction de coordonnateur une personne physique compétente.

La personne physique désignée par le Titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de S.P.S. doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R. 4 532-3 du Code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du Titulaire.

Il s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique comme coordonnateur. Le Titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du Titulaire, et dans les conditions figurant ci-après.

4.5 Substitution

Si la personne physique que le Titulaire a désigné pour cette mission venait à cesser son service pour quelque cause que ce soit (en dehors de ses congés annuels dont le maître d'ouvrage devra être informé en amont), le Titulaire doit proposer, par écrit et dans un délai de **2 jours**, à l'agrément du Pouvoir Adjudicateur, un remplaçant ayant les qualifications requises. Si ce remplaçant n'est pas agréé, le Pouvoir Adjudicateur peut décider la résiliation immédiate et de plein droit du Marché.

Le coordonnateur SPS, ou à défaut le Titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigé ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de **15 jours** calendaires à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la Protection de la santé des Travailleurs.

Article 5. Modalités d'intervention

5.1 Autorité du coordonnateur SPS

Le maître d'ouvrage confère au coordonnateur SPS la capacité à agir telle que définie comme suit :

- Le coordonnateur SPS fait part de ses observations via le registre journal de coordination. L'ensemble des observations est visé par les intervenants concernés. S'ils ne sont pas présents sur le chantier au moment de l'observation, le coordonnateur SPS leur transmet un mail, qui doit lui être retourné visé,

- Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sont destinataires, par mail, ou par tout autre moyen approprié, de toutes les observations portées au registre journal,
- Dans le cas de non prise en compte de ses observations, le coordonnateur SPS informe le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre par écrit, qui feront appliquer les dispositions qu'ils jugeront nécessaires.

En cas d'anomalie constatée en matière de coordination sécurité et de protection de la santé, le coordonnateur SPS procède à une remarque verbale aux intervenants concernés présents, et mentionne l'observation dans le registre journal qu'il transmet aux intervenants, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage pour visa. Si le problème persiste, le coordonnateur SPS propose au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre de procéder à un arrêt partiel ou total du chantier, aux frais et risques du contrevenant. Toutefois, le coordonnateur SPS ne dispose d'aucun pouvoir de commandement direct à l'égard des différents intervenants et du personnel de l'établissement en exploitation où ont lieu les travaux.

En cas de risques graves et imminents, mettant en cause la vie des intervenants sur le chantier, des riverains, des usagers ou du personnel de l'établissement dans lequel les travaux sont réalisés, le coordonnateur SPS aura autorité pour arrêter les travaux sur la zone présentant des risques ou pour interdire l'usage de matériels présentant des risques (engins de levage par exemple) ; au même titre que les autres acteurs de l'opération.

Le coordonnateur SPS précisera sur le registre journal :

- La date et l'heure de sa décision
- Le type de travaux, la zone ou le matériel concerné
- Les raisons de sa décision

Cette décision sera confirmée au responsable de l'entreprise, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage par mail et lettre recommandée avec avis de réception.

L'entreprise informera le coordonnateur SPS, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, par écrit, des mesures prises pour faire cesser cette situation.

Lorsqu'une personne non autorisée (sous-traitant non déclaré, entreprise n'ayant pas participé à l'inspection commune ou fourni un PPSPS, personne extérieure au chantier...) est présente sur le chantier, le coordonnateur SPS a autorité avec la collaboration du maître d'œuvre pour lui faire quitter l'enceinte du chantier et le mentionne dans le registre journal.

Les arrêts de travaux pourront concerner également des cas de coactivités réputées dangereuses dans le même lieu, telles que :

- L'opération de retrait d'amiante et tous autres travaux pouvant exposer à l'amiante
- L'utilisation de produits inflammables et le travail avec source d'inflammation
- Des travaux de voieries et réseaux divers à proximité de travaux en façade
- La pose de charpente et couverture et tous autres travaux à l'aplomb
- Des travaux dégageant des poussières ou des travaux de projection
- La pose de ragréage ou revêtement de sol
- L'essai de fonctionnement d'installations techniques (électricité, ventilation, chaufferie) et tous autres travaux à proximité immédiate.

Cette liste ci-dessus pourra être complétée à la suite de l'analyse préalable des risques de l'opération.

Les reprises de poste de travail, décidées par le maître d'ouvrage et ses représentants, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre-journal.

Le coordonnateur SPS a la faculté d'organiser toutes réunions qu'il juge utiles avec les différents intervenants pouvant être concernés par un arrêt de poste de travail ou de chantier.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre devront systématiquement être informés et conviés.

En cas de litige entre le coordonnateur SPS et le maître d'œuvre, une entreprise ou l'utilisateur de l'établissement dans lequel les travaux sont réalisés, c'est le maître d'ouvrage qui arbitrera. Le maître d'ouvrage doit informer les autres intervenants de l'autorité, notamment le maître d'œuvre, conférée au coordonnateur SPS.

5.2 Moyens donnés au coordonnateur SPS

a. Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- Au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- Aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

b. Obligations du maître de l'ouvrage

Le maître de l'ouvrage communique au coordonnateur SPS :

- Le(s) nom(s) et coordonnées du/des chef(s) d'établissement(s) dont les activités interfèrent avec le chantier ;
- Au fur et à mesure de leur désignation, les noms et missions des intervenants des différents chantiers ;
- La liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier ;
- Tous les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO), notamment le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) dès qu'il est établi, comprenant les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre.

Le maître de l'ouvrage l'informe des réunions qu'il organise auxquelles le coordonnateur SPS est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Ce dernier est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

c. Dispositions prises par le maître de l'ouvrage

Le maître de l'ouvrage prend toute disposition pour faire communiquer au coordonnateur SPS :

- Avant la sélection du titulaire, tous les documents d'études proposés par les concepteurs lors de la phase projet ;
- L'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- Tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- Les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris les travaux de levées de réserve ;
- L'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;

- La copie des déclarations d'accidents de travail ;
- La liste, tenue à jour, du personnel de l'Université ou des entreprises extérieures qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Par les entreprises, le nom de leurs représentants siégeant au Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail ;
- La nature et les modalités d'intervention de toute entreprise au titre de la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) prévue par l'art. 44.1 du CCAG Travaux.
- Les mesures d'organisation générale du chantier envisagées par le maître d'œuvre en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Par les entreprises, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).

5.3 Modalités de présence

Au titre de chacune de ses missions, le Titulaire :

- Assiste aux réunions, pour lesquelles il est explicitement convoqué, concernant le projet de construction, et abordant les aspects relevant de ses domaines contractuels de prestations en phase conception et réalisation ;
- Assiste aux réunions de chantier hebdomadaires et réaliser des visites de chantier chaque fois que le bon déroulement de sa mission et l'exercice de sa responsabilité l'imposent.

Article 6. Descriptions des prestations

6.1 Principes généraux

Le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention visés par l'article L.235-1 et L 235.18 du Code du Travail soient effectivement mis en œuvre. Désigné par le Maître d'Ouvrage, il agit en toute indépendance vis à vis des autres intervenants et intervient dans les phases de conception et de réalisation.

Le coordonnateur SPS ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment.

L'attention du coordonnateur S.P.S. est attirée sur le fait que les travaux se dérouleront sur un site en activité (application des mesures édictées par l'article R.238-18-4 du code du travail).

6.2 Livrables

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition obligatoirement au format dématérialisé (les documents papiers seront limités au minimum réglementaire). Les documents dématérialisés partagés par le titulaire seront compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité. Ils seront transmis sous pdf, et ne seront pas modifiables.

6.3 Détail des prestations

a. Phase Esquisse/Diagnostic/Avant-projet sommaire

Le coordonnateur SPS doit :

- Ouvrir, dès la notification du marché, un registre - journal de la coordination SPS, le renseigner au fur et à mesure du déroulement de l'opération, le transmettre après chaque observation au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre pour visa.
- Organiser l'inspection des lieux avec le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et l'exploitant sur le site ou à proximité duquel est implanté le chantier.
- Procéder, avec l'exploitant, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, à une inspection des lieux, visant à :
 - Délimiter le chantier
 - Matérialiser les zones de dangers spécifiques
 - Préciser les voies de circulation du personnel, des véhicules et des engins,
 - Définir, pour les chantiers non clos et indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration du personnel
 - Définir les consignes de sécurité
 - Être invité et participer aux réunions organisées pour l'opération, notamment celles du maître d'œuvre, et être destinataire de tous les comptes rendus
 - Émettre, à la suite de sa participation aux réunions, des observations ou propositions, qu'il va consigner dans le registre- journal, dont l'analyse des risques pour les futurs travaux
 - Veiller à ce que la demande de renseignements faite par la maîtrise d'œuvre concernant les réseaux aériens et enterrés existants sur l'emprise et à proximité du projet ait été faite
 - Analyser les risques identifiables liés à chaque intervention ultérieure, à partir de la liste des interventions ultérieures et des documents d'esquisse remis au coordonnateur SPS
 - Demander les dispositions prévues par le maître d'œuvre pour réaliser ces interventions et suggérer des possibilités d'aménagement
 - Demander les diagnostics réalisés et suggérer au maître d'œuvre des investigations complémentaires
 - S'assurer que le maître d'ouvrage a établi la déclaration préalable au moment du dépôt de permis de construire et l'a transmise aux organismes concernés
 - Être destinataire des dossiers avant-projet sommaire et éventuellement permis de construire

Livrables à fournir en fin de mission :

- Le registre-journal de la coordination SPS.

b. Phase Avant-Projet Définitif

Le coordonnateur SPS doit :

- Participer aux réunions organisées pour l'opération notamment celles du maître d'œuvre et être destinataire de tous les comptes rendus

- Être destinataire du dossier avant-projet définitif à la suite de sa participation aux réunions et à la consultation des dossiers, émettre des observations ou propositions et analyser les dossiers, qu'il va consigner dans le registre-journal
- Émettre un avis sur les préconisations du maître d'œuvre à la suite des analyses, des diagnostics complémentaires
- Compléter le registre - journal de la coordination SPS au fur et à mesure du déroulement de l'opération et le transmettre après chaque observation au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre pour visa.

Livrables à fournir en fin de mission :

- Avis sur l'avant-projet définitif
- Le registre-journal mis à jour.

c. Phase Projet / Dossier de Consultation des Entreprises

Le coordonnateur SPS doit :

- Veiller que suite à la demande de renseignements réalisée par la maîtrise d'œuvre concernant les réseaux aériens et enterrés existant sur l'emprise et à proximité du projet, les réponses aient été prises en compte dans l'élaboration du projet, afin de pouvoir communiquer les informations aux entreprises dans leurs dossiers de consultation aux entreprises (DCE)
- Proposer au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage d'intégrer dans les choix techniques les dispositions de prévention relatives à la construction et aux interventions ultérieures.
- Définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations communes de chantier et mentionner, dans le plan général de coordination (PGC), leur répartition entre les différents corps d'état qui auront à intervenir sur le chantier
- En application des principes généraux de prévention, donner priorité aux protections collectives sur les protections individuelles.
- Prévoir, chaque fois que l'opération le permet, la mise en commun de moyens (levage, échafaudages, etc.)
- Élaborer le PGC suite à l'inspection des lieux et à partir de la remise de l'avant-projet définitif, le compléter aux différentes phases de l'opération et établir la liste des dispositions que les entreprises doivent préciser au moment de la consultation (le PGC initial fait partie du dossier de consultation remis aux entreprises.)
- Sur demande du maître de l'ouvrage, analyser un dossier de consultation d'entreprises complet (Plans, CCTP, CCAP, Décomposition du prix global et forfaitaire...) afin de s'assurer de l'intégration des préconisations et de la cohérence des pièces écrites avec le PGC
- Émettre un avis, sur demande du maître d'ouvrage, dans le cas où les offres des entreprises comporteraient des modes opératoires et variantes ayant une influence sur la sécurité et la santé lors du chantier.
- Compléter le registre - journal de la coordination SPS au fur et à mesure du déroulement de l'opération et le transmettre après chaque observation au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre pour visa
- Établir un projet de Dossier Interventions Ultérieures sur l'ouvrage (DIUO) et la liste des éléments nécessaires à fournir par les entreprises

- Participer à l'élaboration du calendrier contractuel d'exécution fait par le prestataire en charge de l'Ordonnancement, Pilotage, Coordination et veiller à la prise en compte des risques liés aux coactivités simultanées et/ou successives
- Réaliser une passation de consignes avec le coordonnateur SPS de réalisation s'il est différent du coordonnateur SPS conception notifiée par un procès-verbal et mentionnée sur le registre journal. Une copie sera transmise au maître d'ouvrage.

Livrables à fournir en fin de mission :

- Le plan général de coordination (PGC)
- Le registre - journal de la coordination SPS mis à jour
- Le projet de DIUO

d. Phase Préparation de chantier

Le coordonnateur SPS doit :

- Suite à la visite préalable du site et à la validation des dispositions avec le maître d'œuvre, communiquer aux entreprises (ces dispositions sont consignées dans le plan général de coordination ou la notice) :
 - Les consignes de sécurité arrêtées
 - L'organisation des premiers secours
 - La description du dispositif mis en place à cet effet.
- S'assurer de la mise en œuvre des mesures de contrôle d'accès
- Mettre à jour la déclaration préalable
- Organiser entre les différentes entreprises, y compris les sous-traitants, présentes ou non sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ; à cet effet il doit notamment procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci à une inspection commune, au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération
- Recevoir les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) des entreprises titulaires ou sous-traitantes. Ces dernières disposent de 30 jours (ou 8 jours, sur demande du maître d'ouvrage) suivant la notification de leurs prestations, pour établir ce document préalable au démarrage des travaux
- Communiquer, après transmission des informations par le maître d'ouvrage, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir, les noms et adresses des entrepreneurs contractants
- Transmettre à chaque entrepreneur qui le demandera les PPSPS établis par les autres entrepreneurs
- Communiquer obligatoirement dans le cas d'opération de construction de bâtiment aux autres entrepreneurs, les PPSPS des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers
- Vérifier, à réception des PPSPS, leur harmonisation et leur conformité avec les dispositions du PGC et si nécessaire, procéder aux adaptations du PGC ou faire modifier les PPSPS pour les rendre conformes au PGC.

- Tenir à jour et diffuser les modifications du PGC aux divers intervenants, en cours de chantier.
- Compléter le registre - journal de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération et transmettre chaque observation au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et à tout autre intervenant concerné, pour visa. Une copie du document pourra être disponible sur le chantier. Le registre-journal sera présenté à leur demande aux organismes concernés
- Participer aux réunions organisées pour l'opération et être destinataire de tous les comptes rendus.
- Emettre, suite à sa participation aux réunions, des observations ou propositions, qu'il va consigner dans le registre-journal
- Veiller à ce que les risques dus à la coactivité des entreprises soient pris en compte lors des mises à jour des plannings de travaux.
- Donner un avis sur le calendrier d'exécution prévisionnel

Livrables à fournir en fin de mission :

- La déclaration préalable mis à jour
- Le PGC à jour
- Le registre - journal de la coordination mis à jour
- Un avis sur le calendrier d'exécution prévisionnel.

e. Phase Direction de l'Exécution des Travaux

Le coordonnateur SPS doit :

- Compléter le registre - journal de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération et transmettre chaque observation au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et à tout autre intervenant concerné, pour visa
- Compléter le DIUO et notamment collecter les notices des installations
- Au cours des visites du chantier, veiller à l'application correcte des mesures de coordination SPS qui ont été définies dans le PGC ou les PPSPS ainsi que les procédures de travail qui interfèrent
- Donner un avis sur la mise à jour du calendrier
- S'assurer que les observations de coordination SPS sont reprises dans les comptes rendus des réunions de chantiers

Livrables à fournir en fin de mission :

- Le registre-journal de la coordination mis à jour
- Le DIUO mis à jour
- Un avis sur la mise à jour du calendrier.

f. Phase Réception des travaux

Le coordonnateur SPS doit :

- À la réception des travaux, remettre la dernière version du PGC au maître d'ouvrage afin qu'il le conserve pendant 5 ans
- Finaliser le DIUO, en collaboration avec le maître d'œuvre, qui devra comporter, a minima, 5 parties :

- Les renseignements administratifs
 - Les fiches relatives aux interventions (par intervention, par lieu d'intervention, par corps d'Etat)
 - Les documents annexés (éléments du dossier d'ouvrages exécutés (DOE), plan d'accès et de circulation...)
 - Le bordereau des documents non joints
 - Les PV des transmissions du DIUO (dossier d'intervention ultérieure des ouvrages) au coordonnateur SPS réalisation, si différent du coordonnateur SPS conception et au maître d'ouvrage.
- Transmettre le DIUO, à la réception des travaux au maître d'ouvrage (un PV de transmission joint au dossier remis). Si le DIUO n'est pas complet, il remet un DIUO provisoire, en indiquant la liste des pièces manquantes (le DOE et les notices des entreprises étant à remettre au maître d'œuvre au plus tard dans les 2 mois après la réception)
 - Compléter et faire viser le registre journal et le conserver pendant 5 ans.

Livrables à fournir en fin de mission :

- Dernière version du PGC
- Le DIUO final
- Le registre journal final.

g. Phase d'année de parfait achèvement

Le coordonnateur SPS doit :

- Effectuer à la demande du maître d'ouvrage des prestations complémentaires au contrat initial pour suivre les levées de réserves, si les travaux post-réception peuvent générer de la coactivités
- Modifier et compléter si nécessaire le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Livrables à fournir en fin de mission :

- Les DIUO mis à jour

6.4 Mission de conseil ponctuel

Cette prestation correspond à la participation à une réunion ou une visite ou un entretien, incluant la rédaction d'un compte-rendu.

Cette mission s'entend en dehors du cadre des missions réglementaires mentionnés ci-dessus, et s'effectue en s'appuyant sur les prestations unitaires figurant dans le bordereau de prix.

Article 7. Annexes

- Annexe 1 : Liste des bâtiments de l'Université
- Annexe 2 : Plan du site de Nanterre
- Annexe 3 : Plan du site de l'IUT de Ville d'Avray
- Annexe 4 : Plan du site de l'IUT de Saint Cloud